taires devront aussi les faire connaître ainsi que le nom de l'Université qui les leur a accordés.

Nous n'insistons pas d'avantage sur cette question dont l'importance majeure ne devra échapper à personne.

Interprétation de la nouvelle loi.

Des doutes s'étant élevés sur l'interprétation de plusieurs clauses de cette loi, nous avons cru devoir demander l'opinion de MM. G. Doutré et A. Lacoste sur les principaux points en litige, et comme les mêmes questions pourraient se présenter lors de la prochaine assemblée triennale, nous allons insérer ici les réponses que nous avons obtenues, afin que nos lecteurs puissent en faire leur profit.

En parcourant le rapport de la dernière assemblée du Bureau des Médecins et Chirurgiens, nos lecteurs verront que l'opinion que nous avons soutenue dans notre dernière livraison, relativement aux examens préliminaires, a fini par être adoptée. Cette opinion est d'ailleurs corroborée par la réponse des juriconsultes, voir à la seconde question.

QUESTIONS soumises par les docteurs Rottot, Brosseau et Lachapelle aux avocats Gonzalve Doutré, D. C. L., et Alexandre Lacoste, C. R. concernant l'interprétation de la nouvelle loi sur la médecine :

1^o Question.—Le Bureau actuel peut-il et doit-il faire fonctionner la loi actuelle ?

Opinion.—La section 28, de la 40 vict., ch. 26, (Quebec) lui en fait un devoir.

2^o Question.—Le Bureau actuel peut-il examiner les aspirants à l'étude de la médecine, ou doit-il nommer des examinateurs à cette fin ?

Opinion.—La section 28, qui est de droit commun donne à l'ancien bureau tous les pouvoirs créés par la nouvelle loi et lui permet de les exercer jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le nouveau bureau. Or, au nombre de ces pouvoirs, (sect. 9) il y a celui de nommer pour trois ans quatre examinateurs pour examiner les aspirants à l'étude. L'ancien bureau n'a plus le droit d'examiner lui-même les aspirants à l'étude, il n'y a que ces